

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1623 du Mercredi 7 Octobre 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



AUGMENTATIONS DE SALAIRES ET PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT



ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS SALUENT LA DÉCISION DU CHEF DE L'ÉTAT

P. 16

GAZODUC TRANSSAHARIEN



L'ALGÉRIE CONSOLIDE SA VISION ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE

Pp. 7 et 8

CLÔTURE DU FIBDA 2026



REMISE DES PRIX AUX LAURÉATS DU FESTIVAL

P. 9

ARRIVÉE DE LA DÉPOUILLE DE BOUALEM BOUALEM À ALGER

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSENT POUR UN DERNIER HOMMAGE

P. 16



LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

UN ENJEU ÉCONOMIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE

La ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset revêt une portée stratégique qui dépasse largement le seul cadre du transport. Ce projet est appelé à soutenir l'économie nationale, à renforcer les échanges avec les pays du Sahel et à ouvrir de nouveaux débouchés aux produits algériens, tout en conférant à l'Algérie de nouveaux atouts sur le plan géostratégique.

P. 3

**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

CHEVAL ARABE

LA 2^e ÉDITION DU CONCOURS "BEAUTÉ ET ALLURE" LES 16 ET 17 OCTOBRE À BLIDA



La deuxième édition du concours national de démonstration du cheval pur-sang arabe "Beauté et allure" aura lieu les 16 et 17 octobre prochains au centre hippique de la Mitidja, à Blida, ont informé lundi dernier les organisateurs. Ce concours de démonstration de la beauté et de l'allure, organisé pendant deux jours par Haras Al Assil Sud de Bou-Saâda, en coordination avec le club hippique de la Mitidja, de Blida et l'Ecole nationale d'équitation de Blida, verra la participation de plus de 70 chevaux représentant différentes wilayas du pays. Cette manifestation, qui met à l'honneur l'élégance et la noblesse du pur-sang arabe, prévoit des épreuves de présentation et d'élégance dédiées à diverses races de chevaux arabes.

Les plus beaux chevaux arabes d'Algérie seront présentés et évalués selon des critères précis de beauté et d'allure, notamment la conformation corporelle, la pureté de la lignée, l'harmonie des traits et le charisme. Selon les organisateurs, cette manifestation, mettant en valeur la morphologie, l'élégance et la démarche des meilleurs spécimens et étalons issus de la génétique nationale, vise à encourager les élevages, à promouvoir l'élevage du pur-sang arabe en Algérie, afin de contribuer à la préservation, au développement et à la pérennité des races locales. Une commission composée d'experts sera chargée d'évaluer la présence de poux chez les chevaux et d'attribuer le titre du plus beau pur-sang arabe.

FORMATION PROFESSIONNELLE LES OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS DU 16 AU 20 NOVEMBRE PROCHAIN À ORAN

Les Olympiades africaines des métiers se tiendront du 16 au 20 novembre prochain à Oran sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé lundi dernier la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab. S'exprimant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne, Mme Arhab a indiqué qu'à l'occasion de cet événement continental, une réunion de haut niveau entre les ministres africains de la Formation et de l'Enseignement professionnels sera tenue afin d'échanger les expériences entre les pays du continent, avec la présentation d'un plan d'action africain pour développer le secteur et préparer l'Afrique aux métiers de demain. Cette manifestation sera également l'occasion de "présenter l'expérience pionnière de l'Algérie" dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels.



A cette occasion, la ministre a évoqué les différentes bourses de formation accordées par l'Algérie à plusieurs pays africains et arabes, "conformément aux nobles principes de la diplomatie algérienne", citant, dans ce cadre, l'Institut africain de formation professionnelle de Boumerdes, qui accueille 540 stagiaires issus de plusieurs pays africains, dont le Niger, le Tchad et le Zimbabwe. Après avoir souligné l'importance accordée par le président de la République à la jeunesse et au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, la ministre a

rappelé la participation de l'Algérie aux compétitions mondiales des Olympiades des métiers, organisées récemment à Shanghai, en Chine, qui ont notamment donné lieu à des échanges d'expertises et d'expériences.

Evoquant la rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2026), la ministre a indiqué que celle-ci a été marquée par

l'introduction du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC), selon une approche nationale et locale, en adéquation avec le tissu économique du pays, les besoins des opérateurs économiques et les opportunités d'emploi aux niveaux national et local.

Dans ce contexte, la ministre a fait état d'une coordination avec le ministère des Travaux publics, en vue d'introduire des filières de formation, dont le secteur a besoin, notamment dans les régions où sont réalisés les projets nationaux stratégiques.

TACHERIFT PARTICIPE À LA CÉRÉMONIE CÉLÉBRANT LE 81^e ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE NATIONALE DU VIETNAM



Représentant le gouvernement, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a participé à la cérémonie célébrant le 81^e anniversaire de la Fête nationale de la République socialiste du Vietnam, organisée dimanche soir au siège de l'ambassade du Vietnam à Alger, a indiqué lundi dernier un communiqué du ministère. Cette cérémonie a été l'occasion de rappeler "la profondeur des relations historiques unissant l'Algérie et le Vietnam, ainsi que les valeurs communes qui lient les deux peuples, découlant de leurs expériences respectives dans la lutte contre le colonialisme et pour la liberté, l'indépendance et le recouvrement de leur souveraineté nationale", précise la même source. Elle a également constitué une opportunité pour réaffirmer "la solidarité des relations entre les deux pays et leur volonté commune de poursuivre le renforcement des liens de coopération bilatérale dans divers domaines, au mieux des intérêts communs des deux peuples algérien et vietnamien", ajoute le communiqué.

SÛRETÉ D'ALGER SAISIE DE PLUS DE 6.000 CAPSULES DE PSYCHOTROPES

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé, la semaine écoulée, à l'arrestation de deux individus et à la saisie de plus de 6.000 capsules de psychotropes, indique, lundi, un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la lutte contre les crimes liés au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Gué de



Constantine, relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, a procédé, durant la

semaine écoulée, à l'arrestation de deux individus activant au sein d'un groupe criminel organisé spécialisé dans le trafic de substances psychotropes", précise le communiqué.

Cette opération "fait suite à l'exploitation d'informations signalant les activités d'un groupe criminel spécialisé dans le trafic illicite de substances psychotropes, les investigations menées sur le terrain

ayant permis d'arrêter les suspects et de saisir 6.420 capsules de psychotropes de type "Prégabaline", 200 g de cannabis, et de trois lames utilisées pour la vente de ces substances", ajoute la même source. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Hussein-Dey pour trafic de substances psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé", conclut le communiqué.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC
ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15
Compte bancaire C P A (Agence Che-Guevara)
n° 00400102400023020255

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction

M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.

Amine A.
O. M.
Djaffar Chilaab
Bouzid Zineb

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

UN ENJEU ÉCONOMIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE

Des économistes ont mis en avant l'importance de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset et la portée stratégique multidimensionnelle de ce projet, qui dépasse le seul cadre du transport pour soutenir l'économie nationale dans son ensemble et ouvrir de nouveaux débouchés aux produits algériens dans les pays du Sahel, estimant que cette infrastructure confère à l'Algérie plusieurs atouts sur le plan géostratégique, au regard de son impact sur le renforcement des liens socioéconomiques, notamment avec les pays voisins.

Les experts ont indiqué à l'Algérie Presse Service (APS) que cette ligne a vocation à renforcer l'attractivité des wilayas du Sud auprès des investisseurs, à contribuer à réduire les coûts de transport des marchandises et à améliorer l'approvisionnement, tout en créant les conditions propices à l'émergence de nouvelles activités économiques, industrielles et logistiques, de nature à favoriser une meilleure intégration des wilayas du Sud dans le circuit économique national.

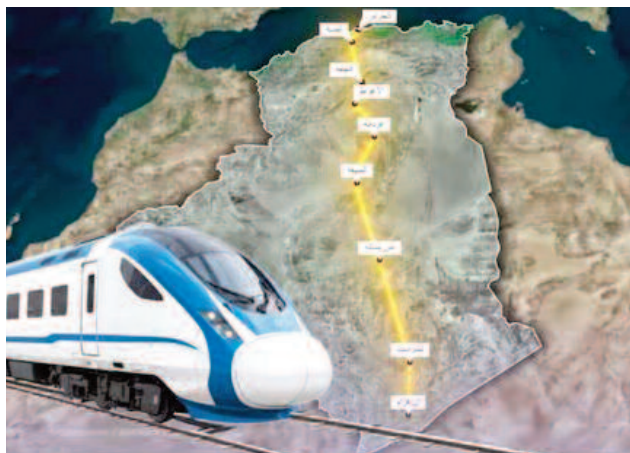
Au-delà de sa fonction première de transport, le projet est ainsi appelé à modifier progressivement la géographie économique du pays. En rapprochant les zones de production des marchés et en facilitant la circulation des marchandises entre le Nord et le Sud, le rail peut contribuer à réduire les contraintes liées aux distances et aux coûts logistiques qui pèsent encore sur le développement de certaines régions méridionales. Les nouvelles infrastructures ferroviaires peuvent également favoriser l'installation d'activités autour des principaux points de desserte, notamment dans les secteurs de la transformation, du stockage, de la distribution et des services.

Dans ce cadre, l'économiste Ishak Kherchi a précisé que l'importance stratégique de la ligne ferroviaire dépendant d'Alger à Tamanrasset réside dans sa capacité à interconnecter l'Algérie économiquement et géographiquement dans la mesure où elle traverse plusieurs villes du Nord au Sud, tout en dépendant des zones de production aux marchés et les centres économiques aux régions frontalières.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche dernier, le lancement immédiat des projets ferroviaires relatifs aux tronçons Laghouat-El Meniaa-In Salah-Tamanrasset, en tant que "priorité absolue", tout en insistant sur la nécessité de recevoir l'ensemble du projet d'ici la fin de l'année 2028.

Cette échéance traduit l'importance accordée à cette infrastructure dans la stratégie nationale de développement des régions du Sud. Le prolongement progressif du réseau ferroviaire vers Tamanrasset permettra notamment de renforcer la continuité territoriale et d'améliorer la connexion entre les différentes régions traversées. Il doit également accompagner la montée en puissance des investissements dans les secteurs productifs du Sud, en particulier dans les activités minières, énergétiques, agricoles et industrielles.

Dans ce contexte, M. Kherchi a révélé que la portée du projet dépasse le seul



véritable cadre du transport pour s'étendre à la réorganisation de l'espace économique national, en tant qu'infrastructure au service des exportations, soulignant que ce projet redéfinira le rôle économique des wilayas du Sud et en fera un espace propice à l'investissement, à la production et au transit vers les marchés des pays africains.

UNE ARTÈRE ÉCONOMIQUE

Cette ligne ferroviaire deviendra une véritable artère économique pour les wilayas du Sud, en facilitant les déplacements des citoyens, en particulier le coût du transport de marchandises, en soutenant l'approvisionnement et en favorisant l'émergence de nouvelles activités économiques autour des gares, des centres de services et des zones industrielles et logistiques, a expliqué l'expert.

"La ligne ferroviaire vers Tamanrasset fait partie d'un ensemble plus vaste visant à assurer la connectivité africaine, et c'est là que l'idée de l'Algérie comme porte d'entrée de l'Afrique prend tout son sens, non pas comme un simple slogan, mais comme une réalité concrète", a-t-il ajouté, estimant que ce confort projettera l'orientation de l'Algérie vers le renforcement de sa coopération avec les pays du Sahel et contribuera à l'acheminement des produits algériens vers plusieurs pays africains à des prix compétitifs.

La dimension continentale du projet s'inscrit dans le cadre de l'orientation stratégique de l'Algérie visant à renforcer son rôle au service de l'intégration africaine, tout en faisant du Sud un espace économique créateur de richesses. À

moyen terme, l'amélioration des connexions terrestres devrait également faciliter la constitution de flux commerciaux plus réguliers entre les entreprises algériennes et les marchés sahéliens, en particulier pour les produits hors hydrocarbures.

Le rail présente, dans cette perspective, un avantage particulier pour les échanges sur de longues distances. En permettant le transport de volumes importants de marchandises dans de meilleures conditions de coût et de régularité, il peut compléter les infrastructures routières existantes et offrir aux opérateurs économiques une nouvelle solution logistique pour accéder aux marchés du Sud et, au-delà, aux pays de la région.

Dans ce cadre, l'expert a souligné que l'Algérie est en mesure de passer progressivement d'un volume limité d'exportations à la mise en place de flux réguliers de biens et de services vers les pays du Sahel, pouvant même devenir une "plateforme de transit vers et depuis ces pays", soulignant, à ce propos, l'impact de cette infrastructure sur le renforcement des liens socioéconomiques entre l'Algérie et les pays africains, notamment les pays voisins frères.

L'enjeu est donc également de construire, autour du rail, tout un écosystème logistique capable d'accompagner l'augmentation des échanges. Les gares et plateformes de marchandises peuvent devenir des points de concentration des activités de stockage, de distribution et de transformation, tandis que la connexion avec les axes routiers transsahariens permettrait de prolonger l'acheminement des marchandises vers les marchés situés au-delà de Tamanrasset.

LE SUD, NOUVEL ESPACE D'INVESTISSEMENT

Pour sa part, l'économiste Mourad Kouachi a qualifié la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset de « projet stratégique par excellence », en même temps de renforcer l'intégration économique entre les wilayas, tout en permettant le transport de grandes quantités de biens sur de longues distances à moindre coût par rapport aux autres moyens de transport.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une vision globale de développement des wilayas du Sud, permettant d'attirer des investissements, notamment pour l'exploitation des ressources minières et minérales dont elles disposent, a ajouté M. Kouachi, remarquable que ce projet renforcera également les échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays du Sahel.

L'intérêt économique du projet réside ainsi autant dans la liaison entre les territoires que dans la capacité à accompagner leur transformation. Pour les investisseurs, l'existence d'une infrastructure ferroviaire fiable peut réduire une partie des contraintes liées à l'éloignement des sites de production, faciliter l'acheminement des équipements et améliorer l'évacuation des produits vers les centres de consommation ou d'exportation.

Dans les wilayas du Sud, cette amélioration de la connectivité pourrait notamment soutenir l'exploitation et la transformation locale des ressources disponibles, plutôt que de limiter leur valorisation à l'extraction. Le développement d'activités industrielles et de services autour des chaînes de production permettrait ainsi de créer davantage de valeur localement et de renforcer progressivement le poids économique de ces territoires.

Cette logique rejoint également les ambitions nationales en matière de diversification des exportations. En améliorant l'accès aux marchés méridionaux et aux frontières, le rail peut offrir aux entreprises algériennes une infrastructure supplémentaire pour développer leurs débouchés en Afrique, notamment dans les secteurs où l'offre nationale dispose déjà de capacités compétitives.

Cette ligne ferroviaire constituera in fine un axe logistique vers plusieurs pays africains, en particulier les pays enclavés du Sahel, qui seront reliés aux ports algériens via cette ligne, qui s'ajoute à la route transsaharienne, a-t-il soutenu.

L'articulation entre le réseau ferroviaire, la Route transsaharienne et les infrastructures portuaires donne ainsi au projet une dimension qui dépasse largement la seule liaison Alger-Tamanrasset. Elle dessine progressivement un corridor reliant les zones industrielles et économiques du Nord aux régions du Sud, puis aux marchés sahéliens, avec la possibilité de faire du territoire algérien un espace de transit et d'échanges pour les économies enclavées de la région.

À terme, l'enjeu sera donc de transformer cette infrastructure en véritable chaîne logistique intégrée, capable de relier production, transport, stockage, transformation et exportation. C'est dans cette complémentarité entre infrastructures et activités économiques que la ligne Alger-Tamanrasset pourrait prendre toute sa portée, en faisant du Sud non plus une périphérie éloignée des grands circuits économiques, mais l'un des nouveaux axes de projection de l'économie algérienne vers l'Afrique.

G. Salah Eddine

LES HABITANTS DE L'AHAGGAR SALUENT LA DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Des habitants de l'Ahaggar ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'ordonner le démarrage immédiat du projet de la ligne ferroviaire dépendant d'Alger à Tamanrasset, et qui ouvre une nouvelle ère de développement durable pour la région du Grand Sud du pays. Des citoyens approchés par l'APS ont ainsi exprimé leur pleine satisfaction face à la décision du président de la République d'ordonner le démarrage immédiat de ce projet, longtemps attendu par la population de l'Ahaggar, animée par l'espoir de le voir enfin se concrétiser.

A cet égard, M. Ahmed Hamdaoui, propriétaire d'une agence de voyage, a indiqué que la concrétisation de cette infrastructure d'envergure insufflera une forte dynamique au secteur touristique dans la région et permettra de garantir l'acheminement des visiteurs vers les différents sites touristiques et faciliter l'accès aux différents circuits de la région, tout en stimulant l'économie locale.

Pour sa part, M. Abdelbasset Azzaoui, enseignant à l'université "Hadj Moussa Akhamok" de Tamanrasset, s'est félicité de la portée de ce projet majeur et structurant, véritable moteur à même d'impulser la dynamique économique dans toute la région.

RÉPONDANT AUX ASPIRATIONS DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS MISE EN PLACE D'UNE ÉCOLE MODERNE

Dans un message adressé aux enseignants à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, célébrée le 5 octobre, le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a salué le rôle central de l'enseignant dans la construction de l'avenir, qualifiant son métier de « noble mission humaine ».

Dans son message, le ministre a insisté sur la place centrale de l'institution scolaire, qu'il a décrite comme un pilier incontournable de la construction personnelle des citoyens, de la préservation des fondements de la société et de la transmission de ses valeurs fondamentales. Évoquant la trajectoire de l'Éducation nationale dans le pays, M. Saâdaoui a rappelé que son secteur a toujours constitué un rempart de l'identité algérienne et un moteur pour la formation d'une jeunesse instruite, consciente et capable de contribuer



au développement national. C'est dans cette continuité que s'inscrit la vision actuelle du secteur, fondée sur la transformation et la mise à niveau globale de l'écosystème éducatif. Face aux mutations technologiques, le ministre a particulièrement insisté sur l'intégration du numérique et de

l'intelligence artificielle dans le système éducatif. Une évolution qui, selon lui, doit nécessairement s'accompagner d'un encadrement adapté des élèves, afin de favoriser une utilisation responsable, constructive et maîtrisée de ces nouveaux outils.

Parallèlement à cette transformation technologique, le secteur entend poursuivre ses efforts pour améliorer la qualité de l'enseignement, stimuler les talents, encourager l'innovation et renforcer l'émulation scientifique. Le ministre a également mis en avant la nécessité d'offrir aux élèves des espaces favorisant leur épanouissement à travers les activités culturelles, sportives et environnementales, tout en renforçant leur ouverture sur les langues et les cultures du monde sans perdre de vue leurs racines et leurs valeurs nationales. Ainsi, l'école algérienne se trouve aujourd'hui au croisement de deux impératifs : préserver les fondements qui ont façonné son rôle dans la société et s'adapter aux nouvelles exigences d'un monde profondément transformé par le numérique et l'intelligence artificielle.

Zineb Bouzid

LE CALENDRIER DES EXAMENS TRIMESTRIELS ET DES VACANCES SCOLAIRES CONNU

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, lundi dernier dans un communiqué, le calendrier des examens trimestriels des trois cycles d'enseignement, ainsi que des vacances scolaires de l'année 2026-2027. Pour le cycle de l'enseignement primaire, les examens du premier trimestre se dérouleront du 6 au 10 décembre 2026, ceux du deuxième trimestre étant fixés les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027 et ceux du troisième trimestre du 23 au 27 mai 2027, selon le calendrier. Concernant le cycle de l'enseignement moyen, les examens du premier trimestre pour les 1re, 2e et 3e années débuteront le 6 décembre 2026 et se poursuivront jusqu'au 10 du même mois. Les examens du 2e trimestre sont programmés les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027, ceux du 3e trimestre étant fixés du 23 au 27 mai 2027. Pour la 4e année moyenne, les examens auront lieu du 9 au 11 mai 2027.

S'agissant du cycle de l'enseignement secondaire, les examens du premier trimestre, pour les 1re et 2e années, se dérouleront du 6 au 10 décembre 2026, ceux du deuxième trimestre auront lieu les 2, 3, 4, 7 et 8 mars 2027, tandis que ceux du troisième trimestre sont programmés du 23 au 27 mai 2027. Les examens de la 3e année secondaire auront lieu du 9 au 13 mai 2027. En ce qui concerne le planning des vacances scolaires, le ministère de l'Éducation nationale a fixé les vacances d'automne du mardi 27 octobre 2026 au soir au lundi 2 novembre 2026 au matin, tandis que celles d'hiver s'étendront du jeudi 17 décembre 2026 au soir jusqu'au dimanche 3 janvier 2027 au matin. Par ailleurs, les vacances de printemps débuteront du jeudi 18 mars 2027 au soir pour prendre fin le dimanche 4 avril 2027 au matin. Les vacances d'été, pour leur part,

commenceront après la finalisation des évaluations du troisième trimestre, des examens de rattrapage et de leur correction collective.

Le congé annuel du personnel a été fixé au jeudi 8 juillet 2027 au soir pour les enseignants de toutes les régions. Concernant le personnel administratif, il débutera le jeudi 22 juillet 2027 au soir pour les première et deuxième zones et le jeudi 15 juillet 2027 au soir pour la troisième zone.

A cette occasion, le ministère a invité l'ensemble des établissements d'enseignement publics et privés, ainsi que les membres de la communauté éducative au respect de ce calendrier, afin de garantir le bon déroulement de l'année scolaire, l'optimisation du planning pédagogique et le maintien de conditions propices à la réussite des élèves.

APS

AU NIVEAU DE CERTAINES DIRECTIONS DE L'ÉDUCATION RECRUTEMENT PAR CONTRAT TEMPORAIRE DANS LA MATIÈRE DE L'EPS

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, lundi dernier, l'ouverture du recrutement par contrat temporaire dans la matière de l'éducation physique et sportive (EPS) aux trois cycles d'enseignement au niveau de certaines directions de l'éducation, a indiqué un communiqué du ministère. Cette opération intervient "en raison de la vacance de postes budgétaires dans la matière de l'EPS aux trois cycles d'enseignement au niveau de certaines directions de l'éducation, faute de candidats résidant dans les wilayas concernées, et ce, en

vue de pourvoir les postes vacants au titre de l'année scolaire 2026-2027", explique la même source. Afin de "garantir la scolarisation des élèves, le ministère de l'Éducation nationale annonce l'ouverture du recrutement par contrat temporaire non susceptible d'intégration dans la matière de l'EPS, conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle conjointe n°05 du 24 juillet 2025 fixant les modalités de recrutement d'enseignants contractuels dans les établissements publics d'éducation et d'enseignement relevant du ministère de l'Éducation nationale,

ainsi que les modalités de leur rémunération". "Tous les candidats, quel que soit leur lieu de résidence, remplissant les conditions légales et réglementaires en vigueur, notamment ceux titulaires des qualifications et diplômes requis, souhaitant être recrutés par contrat temporaire non susceptible d'intégration, sont invités à déposer leurs dossiers de candidature auprès des services des directions de l'éducation concernées, durant la période allant du 5 au 15 octobre 2026, selon la liste des postes vacants arrêtée par les directions de

l'éducation concernées", précise la même source. Les candidats concernés doivent fournir une demande manuscrite, une copie du diplôme requis, une copie du document justifiant leur situation vis-à-vis du service national, ainsi qu'un chèque postal barré. "Il s'agit de 1.313 postes vacants répartis à travers les directions de l'éducation suivantes : Adrar, Blida, Tamanrasset, Alger-Ouest, Saïda, Sidi Bel Abbès, Médéa, Mascara, Oran, El Tarf, El Oued, Tindouf, Naâma, Ain Témouchent, Ouled Djellal, Béni Abbès, Tougourt et El Meniaa", conclut le communiqué.

ALGÉRIE-ESPAGNE DEUX ACCORDS POUR RENFORCER LA FILIÈRE DES VIANDES ROUGES

Deux accords de coopération dans la filière des viandes rouges, ont été signés, lundi dernier à Alger, entre des organismes algériens et espagnols, en marge d'une rencontre bilatérale sous le thème "Unir les marchés, renforcer le secteur".

Le premier accord a été signé entre l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) et les organisations interprofessionnelles espagnoles INTEROVIC et PROVACUNO, et le deuxième entre ces dernières et le Syndicat national des importateurs de viandes rouges. A cette occasion, le Président directeur général d'ALVIAR (filiale du groupe AGROLOG), Mohamed Rezgui, a affirmé que la convention-cadre qui vient d'être signée avec les deux organismes espagnols vise notamment à favoriser l'échange d'informations et d'expériences, l'amélioration des races animales ainsi que la coopération dans le domaine logistique. Par ailleurs, concernant les préparatifs pour le mois de Ramadhan, le même responsable a fait savoir que le groupe AGROLOG prend, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en



coordination avec le ministère du Commerce, toutes les dispositions nécessaires pour répondre à la demande durant le mois sacré. Pour sa part, le porte-parole du Syndicat national des importateurs algériens de viandes rouges, Sofiane Bahbou, a indiqué que les préparatifs pour le mois du Ramadhan étaient engagés près de six mois à l'avance, soulignant que "toutes les quantités nécessaires seront importées" afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement. Il a également souligné que le partenariat avec les

opérateurs espagnols devrait favoriser leur implantation en Algérie, notamment dans la modernisation des abattoirs et le développement de l'élevage intensif dans le Sud, à travers l'apport de technologies et de savoir-faire. De son côté, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, M. Ramiro Fernandez Bachiller, a exprimé la volonté de son pays, premier fournisseur de viandes rouges de l'Algérie, d'aller au-delà des échanges commerciaux pour développer une coopération bilatérale

durable dans le secteur de l'élevage. La conseillère économique et commerciale de l'ambassade, Cristina E. Olazabal Valiente, a rappelé pour sa part que l'Algérie constituait la première destination hors Union européenne des exportations espagnoles de viande bovine. La rencontre s'est clôturée par des rencontres B2B entre les opérateurs économiques algériens et espagnols, consacrées à l'examen des opportunités de coopération et de partenariat dans la filière des viandes rouges. **APS**

SECTEUR DE L'AGRICULTURE DES EXPERTS SALUENT LA DÉCISION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Des experts économiques ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de consacrer un Conseil des ministres au secteur de l'agriculture, soulignant l'importance de cette réunion dans l'évaluation de la situation du secteur et l'anticipation de ses perspectives, tout en prenant des mesures visant à améliorer son efficacité en tant que secteur stratégique, notamment à la lumière de l'essor que connaît l'agriculture algérienne ces dernières années, particulièrement en matière d'organisation, de numérisation et d'investissement. Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche dernier, le président de la République a demandé au ministre de l'Agriculture et au Secrétaire général du Gouvernement de consacrer un conseil des ministres au secteur de l'agriculture. Dans ce cadre, l'expert économique Mourad Kouachi a affirmé que la décision de consacrer un Conseil des ministres au secteur de l'agriculture reflète l'importance stratégique accordée par le président de la République à ce secteur qui "a connu de grands succès durant la période écoulée, devenant le deuxième secteur contribuant à l'économie nationale, avec près de 15% du PIB, alors que la valeur de la production agricole nationale dépasse 37 milliards de dollars". L'expert a expliqué que l'Algérie est parvenue, ces dernières années, à atteindre l'autosuffisance dans plusieurs filières principales, enregistrant une avancée notable dans la filière céréalière,

notamment le blé dur, faisant observer que l'Algérie figurait, jusqu'à une période récente, l'un des plus grands importateurs de blé au monde, "des budgets se chiffrant en milliards de dollars étant consacrés chaque année à l'importation des céréales". Selon lui, l'Algérie est aujourd'hui en mesure d'atteindre l'autosuffisance dans plusieurs filières stratégiques, soulignant les efforts en cours au sein du secteur, notamment en matière d'organisation et de régulation du foncier agricole, ainsi que de numérisation, à laquelle l'Etat accorde "une grande importance" ces derniers temps afin de donner un nouvel élan au secteur. De son côté, l'expert en développement international, Abderrahmane Hadeff, a salué la décision de consacrer un Conseil des ministres au secteur de l'agriculture, estimant qu'il sera l'occasion d'évaluer l'état du secteur agricole et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer son efficacité, se félicitant des "grands progrès" réalisés récemment par le secteur dans la contribution à la sécurité alimentaire. M. Hadeff a, à ce propos, souligné l'importance d'examiner les moyens à même de soutenir les grands projets, notamment dans les filières prioritaires telles que les céréales, le lait, les viandes, notant que cette réunion constituera également une occasion de passer en revue les mesures destinées à soutenir l'activité des différents offices relevant du secteur, notamment ceux chargés de la gestion du foncier agricole, ainsi que l'Office national interprofessionnel du

lait et des produits laitiers (ONIL). L'intervenant a précisé que ces organismes sont devenus parmi les principaux mécanismes d'accompagnement des grands investissements, mettant en avant leur rôle dans le renforcement et l'amélioration de la disponibilité des produits de large consommation, en les dotant de capacités, de moyens et de ressources, leur permettant ainsi de réguler le marché et de garantir l'abondance. De son côté, l'expert en agriculture Laâla Boukhalfa, a salué la décision de consacrer un Conseil des ministres au secteur de l'agriculture, soulignant que cette rencontre intervient dans un contexte marqué par les mutations importantes et sans précédent que connaît le secteur, notamment les préparatifs de la loi d'orientation agricole modifiée, qui permettra, a-t-il expliqué, d'établir un diagnostic de terrain pour chaque filière et de l'adapter aux spécificités géographiques et climatiques de chaque région. L'expert a ajouté que l'Algérie couvre aujourd'hui près de 75 % de ses besoins en produits agricoles grâce à la production locale, notamment en légumes, fruits, blé dur et légumineuses, mettant en avant les grands projets agricoles en cours de réalisation à travers le pays, dans le cadre de la vision prospective du président de la République. Il a, en outre, insisté sur l'importance de l'élaboration d'une feuille de route pour le secteur, afin d'assurer une meilleure organisation des différentes filières agricoles et d'accélérer le processus de modernisation et de numérisation.

CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA PROFESSION DE PHARMACIEN DE NOUVEAUX DÉCRETS PROCHAINEMENT

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a annoncé, lundi dernier à Alger, la publication prochaine de plusieurs décrets pour encadrer l'évolution des pratiques et renforcer la responsabilité des professionnels. Ces annonces ont été faites lors de l'ouverture de la 2e édition de la Conférence internationale de la pharmacie.

Coprésidé par le ministre de la Santé et le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, cet événement, organisé par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens d'Algérie (CNOA), s'est déroulé en présence de Mustapha Laroussi, président de l'Inter Ordre des pharmaciens d'Afrique (IOPA), ainsi que de nombreuses figures institutionnelles, diplomatiques, onusiennes et académiques nationales et internationales. Dans ce sillage, M. Aït Messaoudene a précisé qu'un projet de décret exécutif fixant les conditions de prescription des produits pharmaceutiques avait été élaboré. Déjà approuvé en Conseil des ministres, ce texte destiné à encadrer la prescription et la dispensation tout en rationalisant l'usage des médicaments est actuellement en voie de publication au *Journal officiel*. Par ailleurs, le ministre a indiqué qu'un second projet de décret, également validé en Conseil des ministres et en cours de publication



au *Journal officiel*, encadre les caractéristiques techniques des compléments alimentaires. Ce texte réserve leur dispensation exclusivement aux pharmaciens afin de garantir la sécurité des consommateurs et de lutter contre l'usage excessif ou anarchique de ces produits. Selon le ministre, ce texte constitue une avancée majeure pour doter le pays d'un cadre national moderne et conforme aux standards internationaux, garantissant ainsi une meilleure protection du consommateur. Abordant la thématique de cet événement, placé sous le slogan "Souveraineté nationale, ouverture africaine pour une santé durable", M. Aït Messaoudene a souligné qu'elle reflète des enjeux cruciaux qui dépassent le cadre strict de la pharmacie pour engager l'avenir de la sécurité sanitaire nationale et continentale. Selon lui, loin d'un

repli sur soi, cette souveraineté repose sur une ouverture active, notamment vers l'Afrique. Cette dynamique doit s'appuyer sur le partage d'expertises, la recherche et la coopération réglementaire et industrielle, afin de bâtir des capacités sanitaires continentales communes. Après avoir rappelé le rôle central du pharmacien, le ministre a insisté sur la nécessité de bâtir un système de santé efficace et durable grâce à une planification reposant sur une cartographie précise des besoins à l'échelle nationale. Dans cette optique, le ministère s'attellera à concevoir et actualiser en permanence une carte sanitaire nationale. Cet outil permettra d'ajuster l'offre de soins aux besoins réels, de rapprocher les services des citoyens et de garantir une répartition plus équitable sur tout le territoire. Le ministre a précisé que cet outil

englobera toutes les composantes du secteur, en particulier le réseau officiel et les laboratoires d'analyses médicales, considérés comme des maillons incontournables de la proximité sanitaire.

Il servira également à guider la distribution des équipements et des ressources humaines, selon les besoins spécifiques de chaque région, garantissant ainsi l'égalité d'accès aux soins et une haute qualité de service à travers tout le pays.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a insisté sur la coopération africaine et l'harmonisation réglementaire. Il a évoqué le projet d'une plateforme pharmaceutique stratégique (HUB) en Algérie pour approvisionner le continent en produits essentiels et vaccins, consolidant ainsi la sécurité sanitaire africaine.

M. Kouidri a également souligné que l'Algérie collabore avec l'OMS pour élever son système de régulation au niveau de maturité 3, tout en saluant le rôle du CNOA comme partenaire clé pour garantir l'éthique et la sécurité des pratiques pharmaceutiques.

D'après les chiffres présentés par le ministre, l'industrie pharmaceutique nationale s'appuie désormais sur près de 230 entreprises. En 2025, la production a atteint 4,9 milliards de dollars, couvrant 82 % des besoins du marché en valeur, avec un taux de fabrication intégrée atteignant 95 %.

Une dynamique prometteuse qui démontre, à travers le modèle algérien, que l'Afrique dispose de l'ensemble des leviers nécessaires pour bâtir sa propre indépendance sanitaire.

Zineb Bouzid

ALGÉRIE-NIGER LANCEMENT DE LA LIAISON FIBRE OPTIQUE TRANSSAHARIENNE

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, accompagné de son homologue nigérien, Hamani Kagné, a présidé, hier dans la ville d'Assamaka (Niger), à la frontière algéro-nigérienne, la cérémonie de lancement officiel de l'exploitation de la dorsale

transsaharienne à fibre optique reliant les deux pays. La cérémonie s'est déroulée en présence des responsables et des représentants des organismes concernés. Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et du développement

des infrastructures de télécommunications et de l'interconnexion numérique entre l'Algérie et le Niger, ce qui favorise l'extension des réseaux de télécommunications et le renforcement des échanges dans le domaine des technologies de la communication. APS

AIR ALGÉRIE : REPRISE DES VOLS VERS TRIPOLI FIN OCTOBRE

La compagnie nationale Air Algérie reprendra, à partir du 28 octobre prochain, ses vols à destination de Tripoli (Libye), à raison de deux vols par semaine, a appris l'APS auprès de la compagnie. Cette ligne desservira l'aéroport international de Mitiga (le nouvel aéroport) dans la capitale libyenne les mercredis et vendredis.

Elle s'inscrit dans le cadre du renforcement des dessertes aériennes au départ et à destination des différentes capitales africaines, permettant ainsi à l'aéroport international d'Alger (Houari-Boumediène) de renforcer son statut de "hub", conformément à la dynamique que connaît le transporteur national, notamment après le

renforcement de sa flotte par de nouveaux appareils. Dans ce cadre, plusieurs lignes ont été récemment ouvertes ou relancées vers plusieurs villes d'Afrique, d'Europe et d'Asie, notamment vers N'Djamena (Tchad), Libreville (Gabon), Luanda (Angola), Manchester (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne) et Doha (Qatar). APS

UN EXPOSÉ SUR LE FONCIER INDUSTRIEL PRÉSENTÉ À L'APN

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a présenté, hier, devant la Commission des affaires économiques, de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines à l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur la stratégie du ministère pour améliorer l'exploitation des zones industrielles et les mécanismes de contrôle du foncier industriel. La séance d'audition s'est déroulée sous la présidence de M. Abdenour Bousbia, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali.

14^e ÉDITION DU NAPEC 2026 D'ORAN

GAZODUC TRANSSAHARIEN L'ALGÉRIE CONSOLIDE SA VISION ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, est revenu lundi dernier à Oran sur la portée du Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP), à l'occasion de l'ouverture de la 14^e édition du Salon et Conférence de l'énergie et de l'hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen (NAPEC 2026).

Dans son allocution, le ministre a insisté sur une dimension qui dépasse la seule logique commerciale du projet : celle d'un corridor appelé à valoriser davantage les ressources énergétiques africaines et à rapprocher le continent des grands marchés de consommation. Cette approche donne au TSGP une place particulière dans la stratégie énergétique défendue par Alger. Le projet doit certes permettre de transporter du gaz, mais il s'inscrit également dans une réflexion plus vaste sur les infrastructures dont l'Afrique a besoin pour transformer ses ressources en véritable levier de développement. Dans une Afrique qui constitue une véritable mine d'or noir et de gaz, mais qui manque encore de relais et d'accès dans de nombreux territoires, la question des infrastructures de transport devient essentielle. C'est précisément sur cette jonction que repose l'intérêt stratégique du TSGP. En reliant les ressources gazières du Nigeria au réseau algérien, puis aux infrastructures



permettant d'atteindre la Méditerranée et l'Europe, le projet ambitionne de créer une continuité énergétique à travers plusieurs espaces africains. Mais pour Alger, cette continuité ne devrait pas être pensée uniquement dans le sens d'une exportation vers l'extérieur. Mohamed Arkab a également mis en avant les retombées que le projet pourrait générer pour les pays traversés, notamment en matière d'accès à l'énergie et de développement économique et social. Cette dimension régionale permet de replacer le gazoduc dans une logique d'intégration : les infrastructures énergétiques peuvent servir à transporter une ressource, mais elles peuvent également accompagner l'émergence d'activités économiques, soutenir les besoins des populations et renforcer les échanges entre les pays

concernés.

Sur ce point, le ministre a fait état d'avancées importantes dans les études techniques et économiques relatives au TSGP. Il a également rappelé le lancement, en juin dernier, des travaux concernant le tronçon algérien au niveau de la région d'Aoulef, dans la wilaya d'Adrar, à la suite de la cinquième réunion ministérielle consacrée au projet. Ce passage des études aux travaux constitue un élément important dans la trajectoire du projet. Il traduit la volonté de l'Algérie de faire progresser le corridor par étapes, en tenant compte des conditions nécessaires à sa réalisation. C'est justement pourquoi Alger insiste sur une démarche «réaliste, coordonnée et responsable». Cette prudence n'enlève rien à son ambition. Elle

souligne au contraire la nécessité de traiter le TSGP comme une infrastructure stratégique dont la viabilité dépendra de la convergence de plusieurs facteurs.

La disponibilité du gaz, les conditions économiques du transport, les besoins des marchés, le financement des infrastructures, la sécurité du corridor et la coordination entre les pays partenaires constituent autant de paramètres qui devront avancer de manière cohérente. L'intérêt du TSGP dépasse la seule exportation de gaz. Le projet doit relier les ressources africaines aux marchés méditerranéens et européens, tout en renforçant les échanges énergétiques entre les pays concernés.

Pour l'Algérie, sa position géographique et son réseau gazier en font un point de liaison naturel entre l'Afrique et l'Europe. Cette ambition se prolonge avec le développement de l'hydrogène vert et du South2H2 Corridor.

Au-delà de l'énergie, le TSGP pourrait favoriser les échanges et le développement des territoires traversés. Il s'inscrit dans une vision plus large de l'intégration africaine, où les infrastructures deviennent un outil de développement autant qu'un moyen d'acheminer les ressources. Le gazoduc apparaît donc comme un projet stratégique pour l'Algérie : relier les ressources africaines aux marchés internationaux tout en renforçant les connexions économiques du continent.

G. Salah Eddine

VALORISER LES RESSOURCES GAZIÈRES AFRICAINES ET RENFORCER LES ÉCHANGES AVEC L'EUROPE

Le projet de gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Algérie en passant par le Niger, connaît une dynamique accélérée depuis sa relance en 2022, avant d'entrer en 2026 dans une nouvelle phase à la faveur du lancement des travaux de réalisation du tronçon algérien de ce projet stratégique.

Le gazoduc, dont la longueur totale devrait atteindre environ 4.130 kilomètres, s'étendra des zones de production de gaz au Nigeria, en passant par le Niger, jusqu'à Hassi R'Mel, considéré comme l'un des principaux centres gaziers d'Algérie. Il sera raccordé au réseau national de transport, ainsi qu'aux infrastructures existantes d'exportation vers les marchés internationaux, notamment européens. La capacité de transport prévisionnelle du gazoduc est estimée entre 20 et 30 milliards de mètres cubes de gaz par an, ce qui permettra d'acheminer des volumes supplémentaires de gaz nigérien vers les marchés régionaux et internationaux. Le projet est développé en partenariat entre le groupe algérien Sonatrach, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et la société nigérienne SONIDEP.

Après plusieurs années d'études et de consultations, les trois pays ont relancé le projet en février 2022, avant de signer, en juillet de la même

année, un memorandum d'entente renouvelant leur engagement à le concrétiser.

La signature, en février 2025, du contrat portant sur l'actualisation de l'étude de faisabilité a constitué une étape importante dans l'avancement du projet. Les trois pays partenaires ont adopté le rapport final de cette étude, le 3 juin 2026, ouvrant ainsi la voie au passage à la phase de réalisation.

Le lendemain, les travaux de réalisation du tronçon algérien du projet ont officiellement débuté dans la région d'Aoulef, dans la wilaya d'Adrar, marquant le passage de la phase des études et de la planification à la concrétisation sur le terrain. Le tracé du projet à l'intérieur du territoire algérien devra suivre le corridor de la route transsaharienne, depuis la frontière avec le Niger jusqu'à Hassi R'Mel, permettant ainsi de raccorder le gazoduc au réseau national de transport et aux infrastructures existantes d'exportation.

Le projet de gazoduc transsaharien ne se limite pas au transport de gaz naturel. Il est également considéré comme un projet d'intégration énergétique et économique en Afrique, en offrant une nouvelle voie d'acheminement aux ressources gazières nigériennes, en renforçant le rôle du Niger en tant que pays de transit et en consolidant la position de l'Algérie comme pôle énergétique reliant les ressources du continent aux

marchés internationaux, notamment européens.

Pour l'Algérie, le projet revêt une importance particulière en raison de son raccordement à la région de Hassi R'Mel et aux réseaux existants de transport et d'exportation de gaz. Il devrait ainsi renforcer les capacités

d'interconnexion énergétique et offrir une voie supplémentaire pour l'acheminement du gaz africain vers les marchés internationaux.

Le projet devrait également contribuer au développement économique et industriel tout au long de son tracé, à travers la création d'opportunités d'investissement, le développement des infrastructures et le renforcement de la coopération entre les trois pays.

Avec le lancement des travaux sur le tronçon algérien, le projet de gazoduc transsaharien entre ainsi dans une nouvelle phase de concrétisation effective, après plusieurs années d'études, de consultations et de coordination entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria, dans un contexte où les projets d'interconnexion énergétique en Afrique et le renforcement de la sécurité des approvisionnements, ainsi que la diversification des voies d'acheminement du gaz vers les marchés internationaux, revêtent une importance croissante.

APS

14^e ÉDITION DU NAPEC 2026 D'ORAN

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES HYDROCARBURES (ARH) LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE S'ACCÉLÈRE

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) s'apprête à franchir une nouvelle étape dans sa transformation numérique avec le lancement prochain d'un nouveau data center destiné à renforcer la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives à l'ensemble des activités du secteur des hydrocarbures, a indiqué, hier à Oran, le président de cet organisme, Amine Remini.

Ce nouveau dispositif permettra à l'ARH de franchir un nouveau palier en matière de traitement et d'exploitation des données, en couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, de l'amont pétrolier et gazier jusqu'à la distribution des produits pétroliers, a précisé M. Remini dans une déclaration à l'APS, en marge de la 14^e édition du Salon et Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen (NAPEC 2026). La mise en exploitation du data center est prévue à partir de novembre prochain à l'issue d'une phase d'essais, a-t-il fait savoir, permettant aux données de réaliser des analyses

et d'en tirer des enseignements liés au contrôle et au suivi des activités sur le terrain. Dans le cadre de cette transformation numérique, l'ARH a également mis en place la plateforme « Mahroukat », développée avec des compétences nationales, dont le premier module a été lancé en février 2026. Cette première composante couvre notamment les autorisations liées aux activités de distribution des produits pétroliers, aux stations-service et aux lubrifiants, ainsi qu'à leur fabrication. L'ARH prévoit d'élargir progressivement la plateforme à l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment à l'amont pétrolier et gazier, au transport par



canalisation, aux installations de raffinage, de pétrochimie et de stockage, ainsi qu'aux activités de distribution. La finalisation de

l'ensemble de ces travaux est prévue d'ici la fin du premier semestre 2027, selon le même responsable.

L'EXPERTISE ALGÉRIENNE DANS LE DOMAINE DES HYDROCARBURES SOULIGNÉE

L'expertise algérienne dans le domaine des hydrocarbures constitue un levier important pour le renforcement de la coopération énergétique africaine, notamment à travers la formation, le transfert de savoir-faire et la mise en commun des compétences, a souligné hier à Oran le président de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali.



Farid Ghezali, président de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO)

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la 14^e édition du NAPEC, M. Ghazali a mis en avant l'expérience acquise par l'Algérie dans l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, soulignant que cette expertise est reconnue à l'échelle continentale. Il a notamment rappelé le rôle historique de

l'Algérie dans le développement de l'industrie gazière, ainsi que ses capacités en matière de formation de cadres et de techniciens spécialisés. Le président de l'APPO a indiqué que l'Algérie occupe une place de premier plan dans le dispositif africain de formation aux métiers des hydrocarbures, rappelant que le groupe de travail initié par l'APPO chargé de

l'élaboration d'un catalogue africain de formation dans le secteur est présidé par un expert algérien. Cette initiative vise à mettre en place une plateforme numérique regroupant les instituts africains de formation dans le domaine des hydrocarbures et proposant un catalogue commun de formations couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'exploration et de la géophysique

jusqu'au transport maritime.

"L'Algérie occupe une place très importante dans ce projet, grâce à son expertise et sa longue expérience dans le domaine de la formation", a-t-il indiqué.

M. Ghezali a également souligné l'importance de renforcer les échanges d'expertise entre les pays du continent, estimant que le développement du secteur énergétique africain nécessite de passer d'une approche nationale à une approche régionale et continentale, notamment à travers la réalisation de projets communs et le développement des interconnexions énergétiques. Cette vision rejoint les efforts de l'Algérie visant à renforcer la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'énergie, à travers notamment le partage de son expérience, la formation des compétences africaines et le développement de projets énergétiques structurants, à l'image du gazoduc transsaharien, appelé à contribuer à l'intégration énergétique et au développement économique du continent.

AMBASSADEUR DE LA DÉLÉGATION DE L'UE LE RÔLE DE L'ALGÉRIE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE VERT MIS EN AVANT

L'ambassadeur de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a souligné lundi dernier à Oran que l'Algérie dispose d'atouts lui permettant de jouer un rôle de premier plan dans le développement de l'hydrogène vert, grâce à sa position stratégique, ses infrastructures et son expérience dans le domaine de l'énergie. Dans une

déclaration à l'APS, en marge de la 14^e édition du Salon et Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen (NAPEC 2026), qui s'est ouverte lundi dernier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed, l'ambassadeur a souligné l'importance du projet de corridor sud de l'hydrogène, (South2 Corridor), reliant

l'Algérie à la Tunisie, à l'Italie, à l'Autriche et à l'Allemagne, déclarant qu'il s'agit d'un projet "essentiel et important". Il a indiqué que l'acheminement de l'hydrogène vert vers le continent européen contribuerait à soutenir la transition énergétique et à renforcer le partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. Le diplomate a également estimé

que la participation de l'Union européenne, pour la première fois cette année, avec un pavillon commun au Salon et Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen (NAPEC) à Oran, témoigne de l'importance du partenariat énergétique "solide et stratégique" qui l'unit à l'Algérie.

APS

FIBDA 2026

REMISE DES PRIX AUX LAURÉATS À LA CLÔTURE DU FESTIVAL

Le Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA) a clôturé, lundi dernier à Alger, sa 18e édition par la traditionnelle cérémonie de remise des prix aux lauréats des différentes compétitions, venant couronner cinq jours consacrés au neuvième art, à la création et aux échanges culturels.

Abréviée par l'esplanade de Riadh El Feth, la cérémonie de clôture a notamment mis à l'honneur la jeune création, à travers la remise des prix aux participants aux ateliers de bande dessinée et de manga. Destinés aux enfants, aux jeunes, ainsi qu'aux étudiants de l'École supérieure des beaux-arts d'Alger (ENSBA), ces ateliers ont constitué un espace d'apprentissage et d'expression destiné à stimuler l'imagination et à accompagner l'émergence de nouveaux talents dans le domaine du neuvième art. La clôture a également été marquée par la participation de l'ambassadeur du Japon en Algérie, M. Suzuki Kotaro, qui a remis les récompenses du concours spécial organisé par l'ambassade au profit des passionnés



de manga. Le premier prix est revenu à Ziad Adlane, le deuxième à Fella Maya, tandis que Meziane Mohamed a décroché le troisième prix. À cette occasion, M. Suzuki Kotaro a félicité les lauréats de la 6e édition du concours de manga, mettant en avant le rôle du FIBDA comme véritable « pont culturel et artistique reliant le Japon et l'Algérie ». Une dimension qui illustre la capacité du festival à faire de la bande dessinée un espace de dialogue entre différentes cultures et traditions artistiques. Le volet consacré au cosplay a, lui aussi, livré son verdict, sous l'œil d'un jury présidé par l'artiste américaine Aliitha Martinez. Les

distinctions ont récompensé Abdelwadoud Kerkar, sacré meilleure performance individuelle, Sami Rebbache pour le meilleur costume, Taghout Djaafar pour le meilleur duo et Laamamra Okba pour le meilleur spectacle. De son côté, le commissaire du festival, Salim Brahimi, a souligné le succès de cette 18e édition, placée sous le slogan « Le roman graphique... carrefour du dessin et du verbe ». Il a notamment relevé la forte affluence enregistrée durant les cinq jours du festival, avec un public intergénérationnel témoignant de l'intérêt croissant des Algériens pour le manga, la bande dessinée et, plus largement, pour les

différentes formes du neuvième art. Au-delà des compétitions, le FIBDA 2026 a proposé durant cinq jours un programme riche mêlant découvertes, rencontres et échanges autour de la création graphique. Les visiteurs ont notamment pu découvrir les dernières nouveautés littéraires et prendre part à un important programme de conférences et de rencontres, animées par des bédéistes, mangakas, scénaristes et professionnels venus notamment du Japon, d'Égypte, de la République démocratique du Congo, de Tunisie et des États-Unis. Cette dimension internationale contribue à faire du FIBDA un rendez-vous où se rencontrent les différentes écoles et sensibilités de la bande dessinée, tout en offrant aux créateurs algériens l'occasion de découvrir de nouvelles pratiques, d'échanger avec des professionnels étrangers et de mieux s'inscrire dans les réseaux internationaux du neuvième art. Lancé en 2008 sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, le Festival international de la bande dessinée d'Alger s'est progressivement imposé comme un rendez-vous majeur de la scène culturelle algérienne. En mettant en avant la création nationale, en accompagnant les jeunes talents et en favorisant les échanges avec les artistes étrangers, le FIBDA poursuit ainsi son rôle de tremplin pour la bande dessinée algérienne et de plateforme de dialogue culturel.

Zineb Bouzid



FESTIVAL DE LA PRODUCTION THÉÂTRALE FÉMININE D'ANNABA

ENGOUEMENT POPULAIRE POUR UN SPECTACLE DE THÉÂTRE DE RUE

Un spectacle de théâtre de rue, présenté dimanche dernier à la place de la Révolution, au centre-ville d'Annaba, dans le cadre de la 8e édition du Festival culturel national de la production théâtrale féminine, a drainé une foule nombreuse. Pendant 40 minutes,



cette prestation, axée sur le théâtre féminin qui continue d'élargir ses horizons et d'explorer de nouveaux espaces de création, a été animée par les jeunes participants à l'atelier "Espaces ouverts", encadré par le metteur en scène et comédien tunisien Nizar Kchaou. Le public a interagi avec spontanéité avec cette représentation qui a fait sortir les adeptes du 4e art des planches vers les espaces ouverts, favorisant ainsi un contact direct entre les comédiens et le public. Cette activité a permis aux participants de traduire sur le terrain les enseignements de l'atelier "Espaces ouverts", dispensé trois jours durant à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf d'Annaba, en mettant à profit l'expression corporelle, la synchronisation des mouvements, l'improvisation et le contact direct avec le public, tout en abordant des thématiques humaines et sociales à travers une performance collective dynamique. Des citoyens et des acteurs du champ culturel ont apprécié ce type d'initiatives qui contribuent, selon eux, à rapprocher le théâtre du citoyen, à animer l'espace public et à

permettre à toutes les catégories d'âge d'apprécier le 4e art, hors des salles traditionnelles. L'introduction du théâtre de rue dans le programme de cette édition s'inscrit dans le cadre des efforts visant à favoriser l'échange d'expériences entre les participants, tout en investissant les espaces publics et le patrimoine architectural de la ville d'Annaba pour proposer des spectacles alliant la mémoire des lieux à l'expression théâtrale contemporaine, a-t-on informé auprès des organisateurs. Les travaux de ce festival, qui a proposé un programme varié alliant représentations théâtrales, ateliers de formation et laboratoires de création, prendront fin lors d'une cérémonie de clôture marquée par la remise des prix aux lauréats. Une visite guidée des différents sites archéologiques et monuments historiques de la ville d'Annaba, notamment le site et le musée d'Hippone, est également au programme, au profit des participants, avant un spectacle musical et chorégraphique qui sera animé par la troupe Kadar.

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
CHAN-2022
QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !

ALGER16
LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE
LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE

ALGER16
DEMAIN À L'ANP
LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE

ALGER16
C'EST LA RENTRÉE !
L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE
« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »

ALGER16
« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS

ALGER16
DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET
UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2023
L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

CE N'EST PLUS SEULEMENT QU'UNE TRANSFORMATION DE LOGICIELS

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE BOULEVERSE TOTALEMENT NOS APPAREILS

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE NE TRANSFORME PLUS SEULEMENT LES LOGICIELS ET LES SERVICES EN LIGNE. ELLE COMMENCE DÉSORMAIS À MODIFIER EN PROFONDEUR LE MATÉRIEL UTILISÉ AU QUOTIDIEN. SMARTPHONES PLUS COÛTEUX, NOUVELLES GÉNÉRATIONS DE PUCES CAPABLES D'EXÉCUTER DAVANTAGE DE TÂCHES D'IA DIRECTEMENT SUR L'APPAREIL, INFRASTRUCTURES DE CALCUL TOUJOURS PLUS PUISSANTES ET LUNETTES CONNECTÉES : PLUSIEURS ÉVOLUTIONS RÉCENTES MONTRENT QUE LE SECTEUR HIGH-TECH ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE



Derrière ces changements se joue une même bataille : disposer de suffisamment de puissance de calcul et de mémoire pour faire fonctionner les nouveaux outils d'intelligence artificielle, tout en conservant des appareils accessibles aux consommateurs.

DES SMARTPHONES SOUS PRESSION

Le développement spectaculaire de l'IA a une conséquence moins visible : il augmente fortement la demande mondiale pour certains composants électroniques. Les centres de données qui font fonctionner les grands modèles d'intelligence artificielle nécessitent d'importantes quantités de mémoire et de composants spécialisés. Cette situation exerce une pression sur les prix. La GSMA a récemment alerté sur la forte progression du coût de la mémoire et de certains composants utilisés dans les smartphones, en particulier sous l'effet de la demande liée aux infrastructures d'IA. Selon l'organisation, cette hausse commence déjà à se répercuter sur les téléphones d'entrée de gamme. Le phénomène est particulièrement important pour les appareils abordables. Une hausse du prix des composants peut rendre certains smartphones moins accessibles dans les marchés où le prix constitue déjà un obstacle à l'accès à Internet. La GSMA estime ainsi que les prix de la mémoire ont plus que doublé entre le troisième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026, avant une nouvelle progression de 80 à 90 % au deuxième trimestre. L'organisation estime que cette situation pourrait également peser sur les ventes mondiales de smartphones en 2026. L'essor de l'IA pourrait donc avoir un effet paradoxal : elle rend les appareils plus intelligents, mais son développement pourrait aussi contribuer à augmenter leur coût.

DES PUCES TOUJOURS PLUS PUISSANTES

Face à cette évolution, les fabricants de processeurs accélèrent leur course à la performance. L'objectif n'est plus seulement

d'améliorer la vitesse générale des smartphones. Il s'agit également de permettre aux appareils de réaliser directement certaines opérations d'intelligence artificielle. MediaTek a récemment présenté le Dimensity 9600 Pro, une puce destinée aux smartphones haut de gamme et fabriquée avec une technologie de gravure en 2 nanomètres de TSMC. Elle intègre notamment une unité dédiée aux traitements d'intelligence artificielle. Selon MediaTek, les performances de cette unité pour certaines tâches d'IA générative réalisées directement sur le smartphone progressent de 51 % par rapport à la génération précédente. Les premiers appareils équipés de cette technologie sont attendus chez plusieurs fabricants, notamment Xiaomi, Oppo et Vivo. Cette évolution accompagne une tendance importante : une partie des traitements qui nécessitaient auparavant une connexion à des serveurs distants peut progressivement être réalisée directement sur le téléphone. Cela peut réduire la dépendance au cloud pour certaines fonctions et permettre des réponses plus immédiates. L'intelligence artificielle devient ainsi une fonction matérielle à part entière. La puissance du processeur, la mémoire et les unités spécialisées dans l'IA deviennent des critères de plus en plus importants dans la conception des smartphones.

HUAWEI ACCÉLÈRE DANS LES INFRASTRUCTURES D'IA

La bataille ne se limite toutefois pas aux téléphones. Elle se joue également dans les centres de données et les infrastructures capables de faire fonctionner les modèles d'intelligence artificielle à grande échelle. Huawei accélère notamment le développement de ses propres puces destinées à l'IA. L'entreprise chinoise prévoit de lancer de nouvelles générations de processeurs Ascend en 2027 et développe parallèlement des architectures permettant de connecter un très grand nombre de processeurs.

Huawei a notamment présenté le projet Peerium, conçu pour relier jusqu'à un million de processeurs afin d'augmenter les capacités nécessaires à l'entraînement de modèles d'IA. L'entreprise affirme par ailleurs que la demande chinoise pour ses équipements de calcul dédiés à l'intelligence artificielle dépasse actuellement sa capacité de production. Cette course illustre l'importance prise par les infrastructures. Pour développer des systèmes d'IA toujours plus complexes, les entreprises ont besoin de davantage de puissance, mais aussi de solutions capables de faire communiquer efficacement de très nombreux processeurs.

LES LUNETTES INTELLIGENTES VEULENT CHANGER NOS USAGES

Autre évolution : les lunettes connectées. Après les smartphones, les montres et les écouteurs, les fabricants cherchent désormais à placer l'informatique directement devant les yeux de l'utilisateur. Snap poursuit ainsi le développement de ses lunettes Specs, qui combinent réalité augmentée, intelligence artificielle et fonctions multimédias. Le dispositif peut notamment afficher des informations dans le champ de vision de l'utilisateur, répondre à certaines demandes grâce à l'IA et permettre différentes interactions numériques. Snap a également annoncé de nouvelles fonctions, notamment Specs Intelligence, un système d'IA conçu pour fonctionner avec les lunettes mais aussi avec certains appareils de l'utilisateur. L'entreprise cherche également à développer des usages professionnels avec une version destinée aux entreprises. Le prix reste cependant un obstacle important. Les Specs ont été annoncées à 2 195 dollars aux États-Unis, ce qui les positionne pour l'instant comme un produit haut de gamme plutôt que comme un appareil destiné à tous les utilisateurs.

L'IA DEVIENT UNE COMPOSANTE DU MATÉRIEL

Ces différentes évolutions montrent une transformation progressive du secteur high-tech. L'intelligence artificielle ne se contente plus d'être une fonctionnalité ajoutée à un logiciel : elle influence désormais la conception même des appareils et des infrastructures. Dans les smartphones, elle stimule la demande en mémoire et pousse les fabricants à développer des processeurs spécialisés. Dans les centres de données, elle impose de nouvelles capacités de calcul. Et avec les lunettes intelligentes, elle commence à s'intégrer directement à notre environnement quotidien.

Cette évolution soulève aussi de nouveaux défis : coût des composants, consommation de ressources, confidentialité des données et accessibilité des nouvelles technologies. Le prochain enjeu du high-tech ne sera donc pas seulement de rendre les appareils plus intelligents, mais de parvenir à les rendre suffisamment puissants, pratiques et accessibles pour accompagner cette nouvelle génération d'usages.

www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC



Le sport à jeun est souvent présenté comme une méthode permettant de brûler davantage de graisses et donc de perdre du poids plus rapidement. Si l'organisme utilise effectivement davantage de lipides pendant un effort réalisé avant le petit-déjeuner, cet avantage ne semble pas se traduire automatiquement par une perte de poids supérieure sur le long terme. Tout dépend surtout de l'intensité de l'exercice, de sa durée et de la manière dont le corps réagit.

FAIRE DU SPORT À JEUN AIDE-T-IL VRAIMENT À MAIGRIR ?

SPORT À JEUN : QUELS SONT LES AVANTAGES ?

Faire du sport sans avoir mangé n'est ni systématiquement bénéfique ni déconseillé. La tolérance dépend notamment du type d'activité, de son intensité, de sa durée et de l'état de santé de la personne.

Pour une activité légère à modérée et relativement courte, comme une marche rapide, un footing tranquille ou une séance de yoga, l'exercice à jeun peut généralement être bien supporté chez une personne en bonne santé.

L'un de ses principaux avantages est le confort digestif. Comme l'organisme n'est pas en pleine digestion, certaines personnes ressentent moins de lourdeur, de ballonnements ou de reflux pendant l'effort. C'est notamment ce qui peut rendre la pratique matinale à jeun agréable pour certaines personnes.

Mais cette situation change lorsque l'effort devient plus long ou plus intense.

QUAND LE SPORT À JEUN PEUT-IL DEVENIR PLUS DIFFICILE ?

Après une nuit sans manger, les réserves de glucides disponibles sont moins importantes. Lors d'une activité physique exigeante, cela peut entraîner une fatigue plus rapide et une diminution des performances.

Certaines personnes peuvent également ressentir une sensation de faiblesse, des vertiges ou une baisse d'énergie. Dans ces conditions, il devient plus difficile de maintenir une intensité élevée et de réaliser une séance de qualité.

Pour les personnes qui cherchent avant tout à améliorer leurs performances ou à développer leur masse musculaire, un apport alimentaire avant l'entraînement peut donc être intéressant afin de disposer de davantage d'énergie pendant l'effort et de favoriser la récupération.

Le plus important reste toutefois la tolérance individuelle. Certaines personnes se sentent parfaitement bien à jeun, tandis que d'autres ont rapidement besoin de manger avant de commencer leur séance.

FAIRE DU SPORT À JEUN FAIT-IL BRÛLER DAVANTAGE DE GRAISSES ?

C'est ici que se trouve l'origine de cette réputation.

Après plusieurs heures sans manger, notamment au réveil, le niveau de glucose disponible est plus faible. L'organisme va alors davantage utiliser les réserves de graisses pour fournir de l'énergie pendant l'exercice. Plusieurs travaux ont effectivement observé une oxydation plus importante des graisses pendant l'exercice à jeun. Cela signifie qu'au cours de la séance, une proportion plus importante de l'énergie dépensée provient des lipides.

Mais cela ne signifie pas forcément que la personne perd davantage de masse grasse au fil des semaines.

La perte de poids ne dépend pas uniquement de ce que l'organisme utilise comme carburant pendant une séance. Elle dépend surtout du bilan énergétique global, c'est-à-dire de l'équilibre entre les apports et les dépenses sur plusieurs jours et semaines. Un entraînement à jeun peut donc augmenter temporairement l'utilisation des graisses sans

provoquer pour autant une perte de poids supérieure sur le long terme.

POURQUOI CET AVANTAGE NE SE TRADUIT-IL PAS FORCÉMENT PAR PLUS DE KILOS PERDUS ?

Plusieurs mécanismes peuvent expliquer cette différence.

Une personne qui s'entraîne sans avoir mangé peut, par exemple, être plus fatiguée et raccourcir sa séance. Courir 30 minutes parce que l'énergie manque n'a pas le même impact qu'effectuer une séance d'une heure dans de bonnes conditions.

L'organisme peut également compenser une partie de l'énergie dépensée après l'entraînement. Certaines personnes ressentent davantage de faim après une séance à jeun et mangent davantage au cours de la journée. D'autres peuvent inconsciemment réduire leur activité physique dans les heures suivantes en raison d'une fatigue plus importante.

Au final, l'avantage observé pendant la séance peut donc être largement compensé par les comportements qui suivent. Une étude comparant des femmes en situation de surpoids ayant réalisé leur entraînement à jeun ou après avoir mangé n'a d'ailleurs pas constaté de différence de perte de poids ou de masse grasse entre les deux groupes.

COMBIEN DE TEMPS PEUT-ON FAIRE DU SPORT À JEUN ?

Il n'existe pas une durée identique pour tout le monde. Une marche tranquille et une séance intensive ne sollicitent pas l'organisme de la même manière.

Chez une personne en bonne santé habituée à pratiquer une activité physique, une séance d'endurance légère à modérée de 30 à 60 minutes peut généralement être envisagée à jeun si elle est bien tolérée.

Au-delà, la fatigue peut devenir plus importante et le maintien du rythme plus difficile. Cela dépend toutefois fortement du niveau d'entraînement, de l'intensité et du type d'activité.

Une séance de marche d'une heure n'impose évidemment pas les mêmes contraintes qu'une séance de fractionné, de musculation intensive ou une activité particulièrement exigeante.

Il faut surtout rester attentif aux signaux envoyés par l'organisme. Vertiges, faiblesse importante, sueurs froides ou malaise sont des signes qui doivent conduire à interrompre l'effort et à se réalimenter si nécessaire.

FAUT-IL MANGER AVANT LE SPORT POUR PERDRE DU POIDS ?

Pour perdre du poids, il n'est donc pas nécessaire de s'entraîner systématiquement le ventre vide.

Si une personne se sent bien le matin sans avoir mangé et apprécie cette sensation de légèreté, elle peut pratiquer une activité adaptée à jeun. À l'inverse, si elle ressent rapidement de la fatigue ou une baisse de performance, manger avant l'exercice peut être plus approprié.

Le choix doit surtout dépendre du confort, de l'intensité de la séance et de la capacité à maintenir une activité régulière.

L'objectif n'est pas de rechercher à tout prix une plus grande utilisation des graisses pendant quelques dizaines de minutes, mais de construire une routine sportive que l'on peut maintenir durablement.

SPORT À JEUN : CE QU'IL FAUT RETENIR

Faire du sport à jeun peut effectivement pousser l'organisme à utiliser davantage de graisses pendant la séance. Mais cet effet métabolique ne signifie pas automatiquement une perte de masse grasse plus importante à long terme.

Pour maigrir, le facteur déterminant reste le bilan énergétique global associé à une activité physique régulière et à une alimentation adaptée.

Le meilleur moment pour s'entraîner est donc avant tout celui qui permet de pratiquer régulièrement, avec suffisamment d'énergie et sans inconfort.



NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

BASKET-BALL - NBA

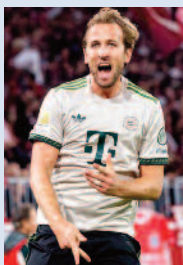
LES NOUVEAUX LAKERS SE RÉGALENT À LA REPRISE FACE AUX KINGS

Les Lakers de Los Angeles ont parfaitement lancé leur présaison en dominant largement les Kings à Sacramento (127-103).

Même s'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, la franchise californienne a déjà montré les contours de sa nouvelle identité : une défense agressive, beaucoup de mobilité et une belle efficacité à trois points.

FOOTBALL

Le Bayern proche d'un accord pour prolonger Kane



Gros défi de la saison, la prolongation d'Harry Kane est en passe d'être bouclée. Alors que son contrat s'achèvera en juin prochain, l'attaquant anglais de 33 ans est

proche d'un accord avec le Bayern Munich pour prolonger de deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2029, selon Sky Germany. En effet, les négociations contractuelles ont pris une avancée majeure depuis quelques jours et il ne resterait plus qu'à boucler les derniers détails de ce nouveau contrat. La signature définitive reste néanmoins en attente, mais les différentes parties sont très confiantes de l'issue.

REAL MADRID

Mbappé devrait débiter contre Villarreal

Kylian Mbappé devrait bien être en mesure de débiter avec le Real Madrid face à Villarreal, ce samedi, selon les informations du quotidien AS. De retour à Madrid après quelques jours de repos actif encadré par le staff médical, l'attaquant français va poursuivre sa remise en condition à Valdebebas. Touché au genou gauche avec l'équipe de France, Mbappé souffre d'une hyperextension de la capsule postérieure, une blessure finalement jugée moins grave que redouté et ne nécessitant pas d'intervention chirurgicale. Absent de l'entraînement collectif, lundi matin, en raison de son retour tardif, le Français devrait toutefois reprendre progressivement avec ses coéquipiers. Selon AS, son état physique ne remet pas en cause sa présence face à Villarreal et José Mourinho compte même sur lui pour débiter la rencontre. Une bonne nouvelle pour le Real Madrid, qui aura besoin de son meilleur buteur — huit réalisations cette saison — dans une période importante, avant notamment un déplacement à Barcelone pour le premier Clásico de la saison.

Dès la première possession, les Lakers ont imposé leur rythme. Sous la pression défensive de Los Angeles, les Kings n'ont pas réussi à prendre un tir avant la fin des 24 secondes. Luka Doncic, visiblement satisfait, a immédiatement célébré cette première séquence avec son banc. JJ Redick avait justement insisté avant la rencontre sur la capacité de son équipe à mettre davantage de pression sur le porteur de balle. Ziaire Williams, Matisse Thybulle, Adou Thiero et Quentin Grimes ont ainsi multiplié les interventions défensives dès la remise en jeu. Les Lakers ont signé quatre interceptions dans le premier quart-temps et 15 sur l'ensemble du match.

DONCIC DONNE LE TON

Après un début de rencontre équilibré, Luka Doncic a rapidement pris les choses en main avec deux tirs à trois points consécutifs. Les Lakers ont ensuite creusé l'écart pour terminer le premier quart-temps avec huit longueurs d'avance. Le deuxième quart-temps a été particulièrement spectaculaire. Jake LaRavia et Quentin Grimes ont enchaîné derrière l'arc, avant que Thybulle et Doncic ne participent à leur tour au festival offensif. Los Angeles a alors infligé un cinglant 31-5 aux Kings pour prendre définitivement le contrôle de la rencontre. Sacramento a bien réagi avec un 9-0 avant la pause, mais les Lakers menaient tout de même 69-43 à la mi-temps. Ils avaient déjà inscrit 12 paniers à trois points. En seulement 16 minutes, Doncic a compilé 21 points, 3 passes, 2 rebonds et 2 interceptions, avant de regarder

tranquillement la deuxième période depuis le banc.

PLUSIEURS JOUEURS SE MONTRENT

En l'absence notamment d'Austin Reaves, touché à la cheville, plusieurs joueurs ont profité de cette rencontre pour se mettre en évidence. Quentin Grimes a inscrit 16 points à 5/7 au tir, tandis que Jake LaRavia a ajouté 12 points, 3 rebonds, 2 passes et 2 interceptions. Ziaire Williams a également réalisé une prestation intéressante avec 13 points et une interception, tout en affichant une parfaite réussite à trois points (3/3). Matisse Thybulle a, lui, confirmé son importance sur le plan défensif tout en inscrivant deux paniers primés. La belle

Au final, les Lakers ont terminé avec 50 % de réussite aux tirs et 46 % à trois points, ainsi que 29 passes décisives. Leur avance a atteint 33 points avant que les joueurs du bout du banc ne terminent la rencontre. Côté Kings, Darius Acuff Jr., septième choix de la dernière Draft, s'est distingué avec 19 points et 4 passes, malgré cinq pertes de balle. Domantas Sabonis a, en revanche, connu une soirée difficile avec seulement 1 tir réussi sur 2, cinq fautes et trois ballons perdus en dix minutes. Ben Simmons, présent à l'échauffement, n'a finalement pas participé à la rencontre.

A. Amine



TENNIS

Une disqualification et de lourdes conséquences pour Daniil Medvedev !



Suite à sa disqualification en demi-finale du tournoi ATP 500 de Pékin, Daniil Medvedev ne percevra aucun prix en argent. Il perdra également tous les points ATP qu'il avait accumulés cette semaine, ce qui constitue un revers pour le Russe dans la course à une place au Masters. Medvedev a été exclu lors de sa demi-finale contre Novak Djokovic après avoir envoyé une balle dans le public au cours du deuxième set, touchant ainsi un spectateur au visage. Selon le Russe de 30 ans, qui a présenté ses excuses, il s'agissait d'un accident, mais l'arbitre est resté inflexible. Le match a été

définitivement interrompu sur le score de 7-5, 5-3 en faveur de Djokovic. Medvedev aurait dû toucher un chèque de 219 295 dollars (195 000 euros) pour sa demi-finale, mais celui-ci lui est désormais retenu. De plus, il perd également les 200 points ATP liés à sa qualification pour les demi-finales. Ces points lui auraient pourtant été très utiles pour figurer parmi les huit premiers à la fin de la saison et se qualifier ainsi pour les Finales ATP à Turin. En raison de cette perte de points, Medvedev reste bloqué à la sixième place et sent le souffle d'une ribambelle de joueurs, dont Djokovic, dans son dos.

ARTS MARTIAUX MIXTES

Salahdine Parnasse et son clan ne diraient pas non à... Ilia Topuria

Après avoir marqué les esprits face à Dan Hooker, Salahdine Parnasse pourrait-il déjà s'attaquer à l'un des plus gros noms de l'UFC ? Depuis plusieurs heures, une rumeur évoque un possible affrontement entre le Français et Ilia Topuria en janvier, à l'occasion de l'UFC 336. Une affiche spectaculaire sur le papier, mais qui, à ce stade, n'a rien d'officiel. Salahdine Parnasse, lui, n'a jamais caché ses ambitions. Après sa victoire, le 5 septembre dernier, le Français avait notamment lancé un appel à la légende Max Holloway, preuve de son envie de rapidement se mesurer aux références de sa catégorie. Mais un autre nom circule désormais avec insistance : celui d'« El Matador », Ilia Topuria. L'Espagnol

représente évidemment une cible de premier plan. Avant sa récente défaite face à Justin Gaethje à l'UFC Maison Blanche, Topuria restait sur trois victoires particulièrement marquantes de l'organisation contre Charles Oliveira, Max Holloway et Alexander Volkanovski. Et si l'idée venait à se concrétiser, le clan du Français ne semble pas vouloir laisser passer l'occasion. « Si l'UFC veut faire Topuria vs Salah, c'est un grand oui » Stéphane « Atch » Chaufourier, l'entraîneur de Parnasse, a d'ailleurs été très clair sur la position du Français. Il ne s'agit pas d'annoncer un combat, mais de faire savoir que la porte est grande ouverte. « Ce qui est sûr, c'est que Atch et Parnasse ne refuseraient pas du tout ! Si



l'UFC veut faire Topuria vs Salah, c'est un grand oui. Mais pour l'heure, il n'y a aucune signature et surtout, rien d'officiel. » Pour l'instant, aucune annonce de l'UFC ne confirme un combat entre les deux hommes. Le Français, lui, semble néanmoins particulièrement réceptif à cette éventualité. Il a notamment relayé sur TikTok une publication évoquant un futur affrontement face à Ilia Topuria.

LIGUE 1 (4^e JOURNÉE)

ES BEN AKNOUN - JS EL BIAR, LE DERBY DÉSORMAIS EN LIGUE 1

La 4^e journée de la Ligue 1 Mobilis, qui s'étalera jusqu'à vendredi, sera lancée aujourd'hui avec la programmation de trois matchs, dont ce derby de la capitale qui opposera l'ES Ben Aknoun à la JS El Biar. Une première historique pour les deux équipes en Ligue 1.

Ce sont deux matchs qui se joueront dans la capitale pour ce premier acte de la 4^e journée de Ligue 1 prévu aujourd'hui. L'ES Ben Aknoun accueillera la JS El Biar, à partir de 18h, au stade du 20-Août-1955. C'est un classique déjà vu certes, mais jamais encore en Ligue 1. Ce sera donc particulier pour les deux formations qui ont vraiment fait du chemin pour y arriver. Ce qui suscitera certainement une toute autre effervescence des amoureux des deux clubs autour de ce derby qui gagne désormais en standing. Les deux équipes ont eu déjà à se rencontrer, notamment en Division 2, lors de la saison 2024 - 2025. Lors de la première empoignée, la JS El Biar était allée imposer le nul vierge (0 - 0) à l'ES Ben Aknoun, chez elle, un certain 21 septembre 2024. Mais au retour, l'ES Ben Aknoun n'a pas manqué de prendre sa revanche, en signant carrément une victoire (0 - 1) en déplacement, le 26 janvier 2025. Au bout de l'exercice, l'ES Ben Aknoun finira par accéder en Ligue 1. C'était sa deuxième accession, après sa



première, historique, en 2023. La JS El Biar signera la sienne à son tour, en 2026. Et voilà donc les deux équipes de «quartiers» qui se retrouvent en Ligue 1. Avec cette première explication du jour comptant pour la manche aller de l'exercice. L'ES Ben Aknoun (4^e, 5 points) paraît avoir l'avantage de la position au classement, du terrain et de l'expérience à ce niveau de la compétition, face à la JS El Biar actuelle (12^e, 3 points) et encore ayant tout juste entamé son apprentissage en Ligue 1. Mais sait-on jamais, car entre voisins et vieilles connaissances, la JS El Biar jouera certainement libérée et sans complexe.

GARE AU FAUX PAS POUR LE CR BELOUIZZAD ET LE CS CONSTANTINE

Les deux autres matchs du jour concernent le CR Belouizdad qui recevra l'USM Khenchela, au stade du 5-Juillet, à partir de 20h, alors que le CS Constantine accueillera, au stade Chahid Hamlaoui, à 18h, l'US Biskra. Le CRB (2^e, 7 points) ne doit en aucun cas se permettre la moindre fausse note, surtout pas devant son public, à Alger même. La direction et l'équipe de manière générale ont grandement besoin d'une victoire qui apaisera la grisaille née du départ surprise de Khacef, mais aussi cet

interdiction d'enregistrement affichée par la FIFA. Seul un succès réconfortera les fans. Un éventuel faux pas, en recevant de surcroît un 13^e au classement, risque de vraiment contrarier le club.

Le CS Constantine (5^e, 4 points), qui reste sur une lourde défaite (5 - 1) subie à Sétif, lors de la défunte journée, a également tout intérêt à se ressaisir, ce soir. Peu importe si le maître à jouer, Dib, suspendu, ne sera pas là. Une victoire, la plus large possible, est une nécessité absolue pour les clubistes en quête d'effacer l'humiliation subie à Sétif. En effet, face à l'US Biskra, ce soir, pour le CSC, c'est avant tout le match du rachat à ne pas louper.

Les autres rencontres de cette 4^e journée interviendront jeudi, en ce qui concerne MB Rouissat - USM Alger, JS Saoura - O Akbou, MC Oran - ES Sétif et, vendredi, pour ce qui est de JS Kabylie - ASO Chlef et MC Alger - CR Témouchent.

D. C.

PROGRAMME

Aujourd'hui

ES Ben Aknoun - JS El Biar (18h)
CS Constantine - US Biskra (18h)
CR Belouizdad - USM Khenchela (20h)

Jeudi

MB Rouissat - USM Alger (18h)
JS Saoura - O Akbou (18h)
MC Oran - ES Sétif (20h)

Vendredi

JS Kabylie - ASO Chlef (18h)
MC Alger - CR Témouchent (20h)

FIFA

Le CR Belouizdad, le CS Constantine et le MB Rouissat interdits de recrutement

Décidément, il n'y a pas une actualisation de la liste publiée périodiquement par la FIFA des clubs interdits d'enregistrement où ne figurent pas des équipes algériennes. Selon la toute dernière rendue publique par l'instance internationale, cette semaine, pas moins de cinq clubs algériens sont concernés. Trois d'entre eux sont sociétaires de la Ligue 1. Il s'agit du CR Belouizdad qui se retrouve, selon la publication de la FIFA, sous le coup d'une interdiction de recrutement qui s'étale sur trois périodes d'enregistrement. La dernière sanction du Chabab ne remonte pas à plus loin que le 25 septembre 2026. Un autre souci et non des moindres qui vient ainsi contrarier davantage les plans de la direction du club déjà bousculée par le départ inattendu de sa star Khacef pour la Libye. Le MB Rouissat est le second club de la Ligue 1 à figurer parmi les équipes qui font l'objet d'une interdiction de recrutement, avec deux décisions enregistrées les 17 septembre et 2 octobre 2026. Le CS Constantine figure également sur la liste de la FIFA et se retrouve frappé par quatre décisions, enregistrées entre le 29 septembre et le 2 octobre 2026. Elles portent toutes les quatre sur une interdiction durant trois périodes d'enregistrement. Les autres formations concernées sont de paliers inférieurs, notamment le RC Arbaâ et l'AS Ain M'illa. Les cinq clubs sont donc sommés de régulariser leurs situations respectives au risque de se retrouver privés de recrutement durant le prochain mercato hivernal.

D. C.



ÉQUIPE NATIONALE U17 Les cadets clôturent le tournoi de Croatie en beauté

La sélection nationale U17 A a clôturé le tournoi de Croatie en beauté, en s'imposant largement (4 - 0) face à son homologue qatarie, lundi dernier à Zaprešić. La rencontre comptait pour la quatrième et dernière journée du tournoi amical, organisé en terres croates, dans le cadre de la préparation à la prochaine Coupe du monde U17-2026, prévue en novembre prochain,

au Qatar. Les buts algériens ont été inscrits par Nazim Benghezal, auteur d'un doublé (15', 78'), Zinedine Zouai (32') et Ilhan Mammeri (82'), rapporte la FAF. Les Verts bouclent ainsi leur participation à ce tournoi avec un bilan de trois victoires, obtenues face à l'Arabie saoudite (2 - 0), la Hongrie (1 - 0) et le Qatar (4 - 0), contre une seule défaite concédée face au pays hôte, la

Croatie (3 - 0). À signaler que la blessure au genou d'Ali Sadij, qui n'a pas pris part à cette dernière rencontre, s'est révélée plus sérieuse que prévu et pourrait entraîner une longue période d'indisponibilité, regrette-t-on. Ce qui le met vraisemblablement d'ores et déjà out pour ce Mondial à venir

D. C.

CAN FUTSAL (RABAT 2026)

Les 14 de Benamrouche entament leur dernier stage



A quelques jours de son voyage marocain, la sélection nationale de futsal, qui s'apprête à prendre part à la Coupe d'Afrique des Nations, prévue du 12 au 21 octobre 2026, à Rabat, a entamé, lundi dernier, son dernier stage à Alger. En effet, le sélectionneur national Nordine Benamrouche avait rendu sa liste définitive, dimanche dernier, et le groupe a d'ores et déjà amorcé la dernière ligne droite des ultimes préparatifs. Les heureux sélectionnés pour participer à la prochaine CAN sont au nombre de 14 joueurs. Il s'agit de : Tefaf Samir (Garges Djibson), Si Chaib Wassim, Bessa Amar, Haddad Moussa, Si Chaib Ali Skender (Paris Acasa),

Djelloul Abderraouf, Djebrani Abdelhak (Alhilal Bba), Takdjerad Azzedine (Toulouse Met Futsal), Hammad Mathieu (Les artistes Futsal), Bentout Bilal (Avion Futsal), Bakkioui Soufian (Bouraza Futsal Team), Riache Walid (CF El Kseur), Betterki Walid (Vaulx En Velin Futsal), Ait Hamadouch Rayen (MC El Bayedh). A rappeler que l'Algérie entamera le tournoi de la phase finale dans le groupe A, en compagnie du pays organisateur, le Maroc, la Libye, et la Zambie. Les Verts joueront d'entrée le match d'ouverture contre le pays hôte, le Maroc, le 12 octobre à 20 heures, puis la Libye, le 14 octobre à 17 heures, et enfin la Zambie, lors de la troisième journée, le 16 octobre prochain à partir de 20h.

D. C.

ARRIVÉE DE LA DÉPOUILLE DE BOUALEM BOUALEM À ALGER LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSENT POUR UN DERNIER HOMMAGE

La dépouille du directeur du Cabinet de la Présidence de la République, Boualem Boualem, décédé avant-hier dans un hôpital en Suisse est arrivée hier à l'aéroport international d'Alger. Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, était présent pour accueillir le corps du défunt dans le hall d'honneur de l'aéroport. Il a par ailleurs jeté un dernier regard sur le corps et a présenté ses condoléances à la famille du défunt Boualem Boualem dans le hall. Les hauts responsables de l'État étaient également présents à l'aéroport.



AUGMENTATIONS DE SALAIRES ET PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS SALUENT LA DÉCISION DU CHEF DE L'ÉTAT

Des organisations syndicales, des associations de défense des consommateurs et des experts ont salué, lundi dernier à Alger, les orientations retenues pour le projet de loi de finances (PLF) 2027, notamment les mesures visant à préserver le pouvoir d'achat et à intégrer de nouvelles hausses de salaires, en concrétisation des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Pour l'UGTA, par la voix de son secrétaire général Amar Takdjout, ces dispositions illustrent « la concrétisation effective des engagements du président de la République envers les travailleurs ». Elles témoignent également, selon lui, de « sa volonté politique sincère de préserver le pouvoir d'achat des citoyens ». M. Takdjout a salué la dynamique engagée par la présidence depuis 2024, qualifiant ces nouvelles mesures d'« acquis majeur ». Il a toutefois souligné



que « la préservation de l'impact positif des transferts sociaux et des augmentations de salaires exige une économie nationale solide et une maîtrise des niveaux des prix ». Dans le même sillage, le responsable syndical a insisté sur « la nécessité de lutter contre la spéculation illicite à travers la mise en place de mécanismes gouvernementaux efficaces pour la régulation du marché national ». Il a également rappelé « l'importance d'une prise de conscience collective, au sein de la société, quant à l'ampleur des

fluctuations économiques extérieures », estimant que ces priorités s'inscrivent dans le prolongement des orientations présidentielles. M. Takdjout a, par ailleurs, insisté sur « l'importance de codifier l'activité commerciale afin de consacrer le principe de transparence, en conférant aux acteurs sur le terrain une identité économique et sociale ». Il a notamment préconisé « l'adhésion aux chambres de commerce et aux organisations professionnelles », estimant que cette démarche « permettra de mettre fin à l'activité informelle et à la non-facturation, tout en garantissant la protection des acquis des travailleurs ».

MAÎTRISER LES PRIX

De son côté, le président de l'organisation algérienne de défense du consommateur Himayatec, Mohamed Aïssaoui, a salué les arbitrages du Conseil des ministres concernant le PLF 2027, mettant en avant « l'importance de ces mesures dans la consolidation des acquis réalisés ces dernières années ». M. Aïssaoui a toutefois jugé « nécessaire d'accompagner ces mesures par des

mécanismes de contrôle rigoureux permettant de mettre fin aux pratiques de monopole et de spéculation illicites sur le marché intérieur et de contribuer à la stabilité des prix et à la préservation de l'effet des augmentations décidées ». Dans le même sens, l'économiste Houari Tigharsi a salué les orientations du président de la République concernant l'absence de fiscalité pesant sur le pouvoir d'achat, y voyant « la concrétisation effective de ses engagements ». Pour l'expert, cette orientation démontre que « la protection du pouvoir d'achat des citoyens algériens ne relève pas de simples mesures conjoncturelles, mais est placée au cœur même des politiques publiques de l'Etat ». Au-delà des hausses de salaires, les réactions recueillies autour du PLF 2027 mettent en évidence un autre enjeu : préserver dans la durée le gain réel procuré aux ménages. La maîtrise des prix, la lutte contre la spéculation et la réduction de l'informel apparaissent dès lors comme les principaux leviers permettant de transformer les mesures budgétaires en amélioration durable du pouvoir d'achat.

Zineb Bouzid

GAZODUC AFRIQUE-ATLANTIQUE AUQUEL ASPIRE LE MAROC

UN PROJET OBSOLÈTE

L'expert et analyste américain spécialiste des questions pétrolières et gazières en Afrique du Nord, Geoff D. Porter, a relevé que le modèle économique porté par la proposition marocaine de projet de gazoduc Afrique-Atlantique, visant à relier le Nigeria à la façade atlantique jusqu'au Maroc, ne garantit ni la rentabilité du projet ni un retour sur investissement, soulignant que ce projet « ne sera jamais réalisé ». Dans une publication sur son compte sur la plateforme "X", l'expert met en avant l'un des principaux obstacles économiques du projet : le nombre de pays qu'il doit traverser. Onze Etats sont concernés par le tracé, avec un système de redevances en nature qui prévoit, selon l'analyse de l'expert, le prélèvement de 5% du gaz transporté par chacun des pays de transit. Une configuration qui pèserait lourdement sur la rentabilité de l'infrastructure. L'équation est relativement simple : les pays producteurs doivent pouvoir vendre leur gaz et en tirer des recettes, tandis que les infrastructures de transport doivent générer suffisamment de revenus pour permettre aux investisseurs de récupérer les capitaux engagés. Or, selon Geoff D. Porter, le projet Afrique-Atlantique ne réunirait pas ces deux conditions essentielles. L'expert estime que le projet se heurte à deux difficultés majeures : permettre aux pays

producteurs de valoriser commercialement leur gaz, tout en garantissant des revenus suffisants. Revenant sur l'évocation de ce projet par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa dernière entrevue avec des représentants de la presse nationale, Geoff D. Porter a précisé que la position exprimée par le président de la République est que l'équation économique liée à ce gazoduc « n'a aucun sens », au regard du volume de gaz qui serait prélevé par chaque pays par rapport aux revenus attendus du projet.

LE TSGP PASSE À LA CONCRÉTISATION

Dans ce contexte, le projet de gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria, le Niger et l'Algérie sur près de 4.000 km, suit une trajectoire différente. Le projet est entré, depuis juin dernier, dans sa phase de concrétisation avec le lancement des travaux sur le tronçon algérien dans la région d'Aoulef, tandis que les relevés topographiques sur le tronçon nigérien devraient débuter au cours de ce mois d'octobre. Avec une capacité de transport prévisionnelle comprise entre 20 et 30 milliards de m³ de gaz par an, le TSGP ne se résume pas à une infrastructure destinée à acheminer du gaz nigérien vers le Nord. Il porte également une ambition d'intégration énergétique et

économique à l'échelle du continent.

Pour le Nigeria, il ouvre une nouvelle voie d'acheminement vers les marchés internationaux. Pour le Niger, il offre la perspective de renforcer son rôle de pays de transit et de tirer davantage profit de sa position géographique. Pour l'Algérie, il consolide la vocation de plateforme énergétique reliant les ressources africaines aux marchés internationaux, notamment européens. C'est précisément cette dimension qui donne au TSGP une portée dépassant la seule logique d'exportation. Dans une Afrique disposant d'importantes ressources énergétiques mais encore confrontée à un déficit d'infrastructures, la construction de nouvelles voies d'acheminement constitue un enjeu majeur pour mieux valoriser le potentiel du continent. Les institutions et organisations internationales et régionales spécialisées s'accordent sur l'importance du TSGP, considéré comme un projet structurant susceptible de renforcer la place de l'Afrique dans les équilibres du marché mondial de l'énergie. Pour le TSGP, l'enjeu est désormais de transformer cette dynamique en réalisation effective et de faire d'un projet énergétique de près de 4.000 km une infrastructure capable de relier durablement les ressources africaines aux marchés internationaux.

G. S. E.